



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
2 juin 2011
Français
Original: anglais

Groupe d'examen de l'application

Deuxième session

Vienne, 30 mai-3 juin 2011

Projet de rapport

Additif

IV. Assistance technique

1. Le Président a invité le Groupe à se pencher sur les enseignements tirés de la première année de fonctionnement du Mécanisme en ce qui concerne l'assistance technique. Le Secrétaire a salué la participation des États signataires et des organisations internationales à l'examen de ce point de l'ordre du jour et rappelé les recommandations formulées à la reprise de la session du Groupe ainsi que la résolution 3/1, qui chargeait le Groupe des travaux entrepris précédemment par le groupe de travail intergouvernemental sur l'assistance technique. Cette résolution indiquait également que le processus d'examen était un moyen d'aider les États parties à identifier et justifier les besoins spécifiques d'assistance technique, et de promouvoir et faciliter la fourniture d'une assistance technique. La résolution 3/4 exhortait les États parties et signataires à échanger des connaissances spécialisées, des données d'expérience et des enseignements. À cet égard, le Secrétaire a salué l'initiative récemment prise par le Kenya d'organiser et d'accueillir la Conférence Sud-Sud de lutte contre la corruption. Le Groupe a en outre été encouragé à tirer pleinement parti de la base d'experts anticorruption de l'UNODC en vue de la fourniture d'une assistance technique.

2. Le Groupe était saisi d'une note intitulée "Intégrer l'assistance technique dans le processus d'examen" (CAC/COSP/IRG/2011/3) qui s'appuyait sur les besoins d'assistance technique identifiés par 16 États parties examinés ayant communiqué leurs réponses à la liste de contrôle pour l'auto-évaluation avant mars 2011. Ces informations étaient préliminaires et on espérait que le processus d'examen en cours donnerait un aperçu plus complet et plus précis des besoins d'assistance technique. L'analyse fournie dans cette note était aussi bien thématique que géographique. Certains domaines prioritaires avaient déjà été dégagés, par exemple la protection des témoins et des personnes communiquant des informations, leur coopération avec les services de détection et de répression, et l'entraide judiciaire. Les demandes d'assistance portaient surtout sur une synthèse des bonnes pratiques et des



enseignements, des modèles d'application des dispositions examinées, appuyés par les indications d'un expert anticorruption et des conseils juridiques, ainsi qu'un plan d'action pour l'application. Des orateurs se sont félicités de cette analyse préliminaire, considérant que le Groupe aurait à la reprise de sa deuxième session un aperçu plus précis des besoins d'assistance relevés au cours du processus d'examen. Une analyse plus détaillée de ces besoins était indispensable pour permettre au Groupe de formuler à l'intention de la Conférence des États parties des recommandations concrètes sur les aspects politiques et opérationnels de l'assistance technique. Elle permettrait de répondre collectivement à des besoins communs, notamment par le biais d'un programme plus large.

3. Le Groupe a réaffirmé que l'assistance technique était un objectif important du mécanisme d'examen de l'application. Comme prévu dans la résolution 3/4, la Conférence des États parties a adopté une approche intégrée et coordonnée pour assurer l'exécution des programmes d'assistance technique sous la conduite des pays et axée sur les pays. Des orateurs ont souligné que cela ne devrait pas empêcher des initiatives d'assistance technique complémentaires aux niveaux régional et mondial. Il a été souligné que, dans le domaine de la coopération internationale et du recouvrement d'avoirs en particulier, des programmes régionaux et interrégionaux étaient nécessaires pour assurer l'efficacité. Certains orateurs ont mentionné à cet égard des activités régionales menées conjointement par les États et les parties prenantes concernées pour faciliter l'application de la Convention et d'autres instruments régionaux. La fourniture d'une assistance technique à l'échelon régional pouvait également être utile pour répondre à des besoins communs, tout en permettant la création de réseaux régionaux, et faciliter la coopération en assurant une meilleure connaissance des différents systèmes juridiques et en encourageant l'échange de données d'expérience. Plusieurs orateurs ont noté que l'assistance technique fournie aux fins de l'application de la Convention contre la corruption devrait s'inscrire dans le contexte plus large des cadres de gouvernance et d'aide au développement.

4. Des orateurs ont fait part de leur expérience de prestataires et de bénéficiaires d'assistance technique et notamment des difficultés rencontrées et des enseignements tirés. Des États bénéficiaires ont exprimé leur gratitude pour l'assistance qui leur avait été fournie et souligné d'autres domaines dans lesquels une assistance supplémentaire était nécessaire. À cet égard, plusieurs orateurs ont indiqué avoir besoin d'une assistance en matière de collecte et de restauration des données. Dans le domaine de l'entraide judiciaire en particulier, certains orateurs ont noté l'utilité d'une coopération dépassant le cadre formel, notamment la possibilité de constituer des équipes d'enquête conjointes.

5. Plusieurs orateurs ont souligné les efforts déployés pour renforcer le cadre juridique et institutionnel à la lumière des examens de pays et des auto-évaluations détaillées. Un domaine important dans lequel une assistance a été demandée était l'évaluation de l'efficacité des cadres et mesures existants de lutte contre la corruption et la collecte et la production de statistiques mesurant les incidences de la corruption.

6. Des orateurs ont estimé que le Groupe devrait veiller avant tout à ce qu'il soit répondu en priorité aux besoins relevés grâce au Mécanisme, mais qu'il faudrait continuer de répondre aux besoins d'assistance technique dans les domaines non

inclus dans le cycle d'examen en cours, tels que le recouvrement d'avoirs, notamment dans le contexte des initiatives régionales et internationales existantes.

7. Plusieurs orateurs ont souligné le rôle important que jouaient les signataires et les organisations intergouvernementales dans l'appui à la fourniture d'assistance technique et dans le renforcement de l'application de la Convention. On a souligné qu'il importait que les prestataires d'assistance technique coopèrent dans la livraison de cette assistance pour répondre efficacement aux besoins relevés. Les orateurs se sont félicités des activités menées conjointement par l'UNODC et le PNUD ainsi que d'autres partenariats. On a salué les efforts que le Secrétariat consentait pour élaborer des outils tels que la base d'experts anticorruption.

8. Le représentant du PNUD a déclaré que les programmes de pays constituaient le mode premier de l'exécution de ses programmes, la lutte contre la corruption étant intégrée à ses objectifs généraux de développement, par exemple dans le contexte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF). Ces programmes pourraient être complétés par des initiatives régionales de mise en réseau, notamment dans le cadre d'une coordination Sud-Sud ou Est-Est. Au niveau mondial, l'assistance technique peut être intégrée dans les objectifs généraux de développement, notamment la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'orateur a déclaré que l'UNODC et le PNUD collaboraient étroitement pour l'exécution de programmes dans le contexte du mémorandum d'accord conclu entre les deux organismes. Un représentant de l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (Initiative StAR) menée conjointement par l'UNODC et la Banque mondiale a déclaré que la programmation mondiale devrait influencer la programmation au niveau du pays. Il importait d'échanger les expériences, notamment par le biais des réseaux régionaux de praticiens, dont le réseau des points focaux pour le recouvrement d'avoirs StAR-INTERPOL. Un représentant de l'École supérieure internationale de lutte anticorruption a décrit la composition et les activités de formation de cet établissement.

9. Dans ce contexte, des orateurs ont noté qu'il serait bon que le Groupe dispose d'informations lui permettant d'examiner l'assistance qui avait déjà été fournie, afin d'éviter tout chevauchement ou double emploi par rapport à des activités existantes. Il pouvait aussi être procédé à une évaluation des progrès accomplis, notamment au moyen d'évaluations continues. L'élaboration de programmes stratégiques, menée en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux, devrait prendre en compte les ressources propres du pays bénéficiaire et viser la durée, la durabilité et l'incidence du programme, ainsi que la qualité, l'efficacité, la pertinence et la cohérence de l'assistance technique, notamment au moyen d'engagements pluriannuels de ressources.

10. Le Groupe a réaffirmé les décisions sur l'assistance technique prises à la reprise de sa première session. On a insisté sur la nécessité d'élaborer les outils et ressources nécessaires dans les domaines jugés prioritaires, tels que la protection des témoins et l'entraide judiciaire. On a souligné la nécessité de rechercher et de créer des nouveaux partenariats, de nouvelles synergies et des programmes conjoints avec d'autres prestataires d'assistance technique bilatérale et multilatérale.

11. Les prestataires d'assistance technique bilatérale et multilatérale ont été priés d'échanger à la reprise de la session des informations sur l'assistance technique déjà fournie, afin que le Groupe ait une meilleure idée de ce type d'assistance.

12. Des orateurs ont souligné qu'il serait utile que les États parties rendent publics leurs rapports d'examen, de sorte que des programmes d'assistance technique ciblés et adaptés puissent être élaborés pour répondre aux besoins relevés lors de l'examen.
